



CONSEIL MUNICIPAL DE SAINTE-AULDE du 4 juillet 2014

PROCES VERBAL DE LA SEANCE

L'an deux mil quatorze, le 4 juillet, à 20 h 00, le conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Gérard GEIST, maire.

PRESENTS : MM. BENEY Jean-Marc, BOYER Patricia, CLEMENT Eric, COTTRAY Brigitte, GEIST Gérard, MAGUERESSE Nicole, PASCARD Evelyne, RIBET Dominique, TAUUVY Philippe, THOMINET Francis, VIET Avelino.

ABSENTS excusés : M. Martial Bahin ayant donné pouvoir à Gérard Geist, Mme Florence Bourgeade ayant donné pouvoir à Francis Thominet, Mme De Cagny Clémentine ayant donné pouvoir à Evelyne Pascard, Claudine Wongermes ayant donné pouvoir à Nicole Magueresse

SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe Tauvy

Adoption à l'unanimité du compte rendu du conseil municipal du 28 avril 2014.

1. Engagement pour une procédure HQE relative à la zone des Effaneaux

Le Conseil municipal :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations antérieures portant sur le projet de ZAC des Effaneaux,

Vu la demande émanant du SIEP,

- **Après** avoir pris connaissance du dossier et en avoir délibéré,

A L'UNANIMITÉ :

- **valide** la participation de la communauté de communes du Pays fertois à la démarche HQE Aménagement proposée par BATILOGISTIC et Les EnR pour le projet de ZAE des Effaneaux,

- **autorise** le Président à signer une lettre d'intention reprenant les cinq engagements formulés ci-dessous :

- prioriser les enjeux tout en coordonnant les compétences de tous les acteurs et les études nécessaires,
- partager, discuter et conduire cet engagement environnemental dans leur projet,
- choisir des objectifs et des niveaux d'exigence pour un aménagement durable afin de répondre correctement à ces enjeux,
- sensibiliser tous les publics aux enjeux du développement durable par l'information, l'éducation et la formation. Initier dans le cadre du projet des démarches de sensibilisation pour des comportements, des modes de vie et de consommation plus durables,
- formaliser une charte d'objectifs qui traduira l'engagement du promoteur-aménageur et des collectivités (à signer par le promoteur-aménageur et les collectivités).

- **dit que** le Président est chargée de l'exécution de la présente délibération. Celle-ci sera transmise à Monsieur le sous-préfet de Meaux.

2. Acceptation et achat du logiciel e.magnus (logiciel comptable, élections, état civil) permettant la dématérialisation au 1^{er} janvier 2015.

Monsieur le maire explique à son conseil municipal, qu'à partir de janvier 2015, toutes les mairies devront avoir opéré le passage en dématérialisation, pour tous les documents, échangés avec la trésorerie, la préfecture, et dans un proche avenir les fournisseurs.

A cet effet, il est nécessaire de transformer nos logiciels actuels Magnus en e.magnus.

La transformation des données dans les deux ordinateurs du secrétariat, la formation sur place de 2 jours, la licence des nouveaux logiciels ont un coût de 3 834.00 € TTC.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le maire, le conseil municipal accepte à l'unanimité de passer commande auprès de Berger-Levrault (Magnus)

3. Renouvellement de la convention avec la SACPA

Le maire rappelle que la commune a signé, depuis de nombreuses années, une convention avec la SACPA, organisme en charge du ramassage des animaux ou des cadavres d'animaux abandonnés sur la voie publique et susceptibles de provoquer des désordres. Il donne lecture des termes principaux de la convention.

Le nouveau montant forfaitaire (501 à 1 000 hab) annuel de cette prestation, passe de 647 € HT à 697.55 € HT. Le présent contrat est conclu pour une période d'un an, renouvelable 3 fois par tacite reconduction.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'autoriser le maire à signer le renouvellement de cette convention aux nouveaux tarifs indiqués.

4. Augmentation des tarifs cantine par notre fournisseur

Le maire indique que le fournisseur, ARMOR CUISINE, augmentera ses tarifs de 0,13 € le repas au 1^{er} septembre 2014, soit 2.63 € HT pour 2.77 € TTC/repas.

Le maire indique que les tarifs d'Armor cuisine n'ont pas changé depuis 2 ans, malgré l'évolution du coût des achats de matières premières et des charges sociales et patronales.

Après en avoir débattu, le conseil autorise le maire à accepter cette augmentation raisonnable du prix des fournitures de cantine à compter du 1^{er} septembre 2014.

5. Augmentation des tarifs cantine

Le maire indique que le fournisseur, ARMOR CUISINE, augmentera ses tarifs de 0,13 € le repas au 1^{er} septembre 2014, soit 2.63 € HT pour 2.77 € TTC/repas. Il propose donc au conseil d'augmenter dans la même proportion le prix du repas, passant de 3,20 € actuellement, à 3,36 €, arrondi à 3,40 €/repas.

Le maire indique que la cantine a adopté depuis 2010, sa politique de nourriture bio à 20 % du volume total des consommations.

Après en avoir débattu, le conseil autorise le maire à appliquer cette augmentation de prix du repas de cantine à compter du 1^{er} septembre 2014.

6. Délégation de pouvoirs au maire (délégation permanente modifiée)

Suite à un rappel de monsieur le sous-préfet au contrôle de légalité, une modification doit être apportée à la délibération du 28 mars dernier sur les délégations du maire.

Monsieur le maire expose que les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ces compétences.



Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité, pour la durée du présent mandat, de confier à Monsieur le maire les 24 délégations suivantes, et précise qu'il n'est pas fixé de limites ni de conditions dans l'application des délégations n° 2-3-15-16-17-20 et 21.

7. Nominations des membres de commissions municipales

Monsieur le maire fait état de quelques noms de personnes qui ont disparues lors de la retranscription par ordre alphabétique des conseillers siégeant au sein d'une commission. Rectificatif est donc apporté ci-dessous.

- commission «**développement économique et finances**» : Jean-Marc Beney, Florence Bourgeade Clémentine de Cagny, Nicole Magueresse, Evelyne Pascard, Francis Thominet, Claudine Wongermes .
- commission «**voirie, réseaux, travaux**» : Martial Bahin, Jean-Marc Beney, Eric Clément, Clémentine de Cagny, Francis Thominet, Avelino Viet, Claudine Wongermes.
- commission «**urbanisme et environnement**» : Martial Bahin, Florence Bourgeade, Clémentine de Cagny, Nicole Magueresse, Evelyne Pascard, Dominique Ribet, Philippe Tauvy, Francis Thominet, Claudine Wongermes.
- commission «**animations, lien social et communication**» : Jean-Marc Beney, Brigitte Cottray, Nicole Magueresse, Philippe Tauvy, Avelino Viet, Claudine Wongermes.
- commission «**enfance, jeunesse et affaires scolaires**» : Martial Bahin, Patricia Boyer, Brigitte Cottray, Evelyne Pascard, Dominique Ribet.

Après avoir entendu le récapitulatif complet des personnes choisies dans chaque commission, le conseil municipal approuve à l'unanimité le rectificatif apporté aux commissions constituées.

8. Nomination d'un conseiller défense

Une fois par trimestre, la secrétaire adresse aux services de l'Armée, les fiches individuelles des enfants qui ayant atteint l'âge de 16 ans, ont obligation de se faire recenser. Afin de répondre aux besoins de proximité et d'information relative aux questions défense, il est nécessaire de nommer un conseiller, qui aura à charge de diffuser aux mieux les informations. Le reste étant organisé par le secrétariat.

M. Jean Marc Beney propose sa candidature.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte la proposition de M. Beney qui est élu à l'unanimité

9. Changement horaire du temps de travail des employés communaux

Actuellement, les cantonniers assurent 35 h par semaine, soit :

- le premier agent : du lundi au vendredi : 8h-12h/13h-16h (GA)
- le deuxième agent : du lundi au jeudi : 8h10-12h10/13h15-17h.

le vendredi : 8h10-12h10. (RD)

Pour les besoins du service et l'organisation du travail, il est préférable que les horaires de ces deux agents soient identiques. En effet, les décalages d'horaire entre eux deux provoquent des pertes de temps (attente de l'un par l'autre), dès que le travail en équipe est nécessaire.



La situation envisagée est la suivante :

Période du 01/07 au 30/09 (horaire d'été):

-semaine A : du lundi au vendredi : 7h15-12h/13h-16h soit 38h75 par semaine.

-semaine B : le lundi : 7h15-12h / 13h-16h15.

du mardi au jeudi : 7h15-12h30/13h-16h soit 31h25 par semaine.

Sur deux semaines, les agents travailleront en alternance, soit 35h par semaine.

Période du 1/10 au 30/06 (horaire d'hiver) :

-semaine A : du lundi au vendredi : 8h15-12h30/13h30-17h soit 38h75 par semaine.

-semaine B : le lundi : 8h15-12h30/13h30-17h15.

du mardi au jeudi: 8h15-12h/13h30-17h soit 31h25 par semaine.

En réunion technique, les 29 avril et 13 mai, les agents ont été informés de ce projet de modification du cycle de travail.

Après avis pris auprès du comité technique paritaire du Centre de gestion, un avis favorable est intervenu le 17 juin dernier.

Les nouveaux horaires prendront effet à compter du

10. Demande de réserves parlementaires pour l'acquisition d'une classe mobile pour l'école des Noisetiers (11 ordinateurs).

A la suite de l'obtention d'un tableau numérique qui entrera en fonction à la rentrée 2014/2015, la commune a pour projet d'acquérir une classe mobile destinée à l'école des Noisetiers, constituée de 11 ordinateurs équipés de logiciels éducatifs et d'un chariot pour le stockage et la recharge de ceux-ci, pour un coût total HT de 9 097.00 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, d'autoriser Monsieur le maire à solliciter la réserve parlementaire pour financer partiellement ce projet.

Questions diverses :

a. Organisation du 14 juillet

Le montage du chapiteau et l'installation des tables et chaises aura lieu à partir de 10 h.

A 15 h, début du tartinage et préparation du service offert aux saintaldais

A 16 h discours de monsieur le maire, accompagné de la remise des diplômes et des bons cadeaux

b. Participation aux frais de fonctionnement des enfants saintaldais scolarisés à Chamigny en 2010/2011

c. Retour des travaux des commissions

d. Rencontre avec notre assureur Groupama.
(je peux compléter si tu veux)

COMMUNE DE SAINTE-AULDE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

